



Déclaration liminaire de la FSU 74

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Cette préparation de rentrée 2026 s'inscrit une nouvelle fois, dans un contexte dégradé. Ce qui pouvait autrefois être qualifié d'« inédit » devient désormais la norme : instabilité budgétaire, calendrier chaotique, réformes successives imposées sans bilan sérieux ni concertation, dégradation continue du dialogue social. Tout concourt à rendre l'exercice de nos métiers toujours plus difficile et à fragiliser le service public d'éducation. Même si nous ne le reprochons pas aux services de la Dsden 74, que nous imaginons eux aussi en difficulté, nous ne disposons pas des documents préparatoires habituels et la confusion gagne à tous les niveaux.

Malgré des annonces ministérielles lyriques, les moyens diminuent. Les plus de 1 600 suppressions de postes prévues dans le second degré au niveau national continuent de produire leurs effets. Aucune création n'est annoncée pour les CPE, les PsyEN, les AED ou les personnels administratifs, et aucune mesure salariale n'est prévue pour 2026, alors même que le gel du point d'indice se prolonge.

Les annonces de « 2 000 postes supplémentaires » relèvent d'un affichage trompeur : elles correspondent en grande partie à des emplois d'AESH déjà programmés, sans répondre ni à l'ampleur des besoins en accompagnement, ni à la question centrale de leur statut et de leur rémunération.

La mise en œuvre du plan dit des « 800 collèges » (ou « collèges en progrès ») suscite de fortes interrogations. Nous craignons que ce dispositif n'entre en concurrence directe avec l'éducation prioritaire, en justifiant le gel de sa carte et en organisant une mise en concurrence des établissements pour des moyens déjà insuffisants. Nous craignons également une pression accrue sur les équipes, sommées de produire des résultats chiffrés rapides aux évaluations standardisées, au détriment du sens pédagogique et des conditions de travail.

Les mobilisations ont permis d'empêcher l'imposition systématique de certains dispositifs, notamment les groupes de besoin/niveau. Leur caractère désormais facultatif renvoie cependant leur maintien ou leur suppression à l'« autonomie » des établissements, créant un nouveau levier managérial et de fortes inégalités territoriales.

Il serait inacceptable que la disparition de ces dispositifs serve de prétexte à de nouvelles ponctions de moyens. La France reste l'un des pays d'Europe où les classes sont les plus chargées ; la FSU réaffirme la nécessité de dotations permettant une réelle baisse des effectifs et la restauration de l'enseignement de la technologie en 6^e.

La part toujours plus importante des HSA, la réduction des marges d'autonomie et la mise en concurrence des disciplines accentuent la souffrance professionnelle : refus de temps partiel, compléments de service imposés, surcharge de travail chronique. La qualité de vie au travail, pourtant affichée comme une priorité institutionnelle, reste un slogan vide de moyens.

L'inclusion scolaire se poursuit sans les moyens nécessaires. Les classes accueillant des élèves à besoins éducatifs particuliers atteignent – voire dépassent – les seuils acceptables, au détriment des

élèves comme des personnels. L'orientation nécessaire en SEGPA est de plus en plus empêchée, accroissant les difficultés des enfants comme des personnels.

Les AESH, mobilisé·es massivement en début d'année, expriment une exaspération légitime : salaires insuffisants, multiplication des élèves à accompagner, affectations modifiées en cours d'année via les PIAL. La FSU continue d'exiger une revalorisation salariale immédiate et l'ouverture de discussions sur un véritable statut de catégorie B. Comment s'est achevée la campagne de recrutement en décembre ? Combien d'AESH manquent encore ? Leur absence nie les promesses d'inclusion : les élèves notifiés M sont abandonnés et les I ne sont que partiellement accompagnés.

Les AED restent eux aussi oubliés des politiques ministérielles : grilles salariales inexistantes, CDIisation aux effets limités, conditions de travail dégradées dans des vies scolaires sous tension permanente.

Venons-en aux documents que vous nous avez communiqué.

- L'enveloppe globale est moins désastreuse que celle annoncée en CSA A avec 39442 heures au lieu de 39217 heures mais comment expliquer la différence ? Prend-elle en compte l'évolution de la politique scolaire suisse ? Elle reste de toute façon insuffisante dans un département où les effectifs continuent à augmenter.
- L'enveloppe Segpa diminue : c'est donc bien la magie qui va résoudre les problèmes d'inclusion ?
- Quelle enveloppe est attribuée à la « difficulté scolaire » et comment est-elle répartie ?
- Les 2h pour les classes bilangues ont disparu.
- Le financement des UPE2A baisse de deux heures.
- la comparaison des collèges est difficile à faire avec nos documents, mais nous avons les retours habituels d'établissement ou les prévisions d'effectifs sont discutables.
- Combien de collègues risquent une mesure de carte scolaire ?
- Doit-on craindre, comme dans d'autres académies, le non-renouvellement de contrats de personnels non titulaires pour des raisons strictement budgétaires ?

Pour finir, nous alertons une nouvelle fois sur les conditions matérielles de travail. Après le gel du point d'indice, nous faisons face au gel dans les salles de classe : des températures inférieures à 10 °C ont été constatées dans certains établissements du département. Dans beaucoup d'autres les salles sont un peu moins chauffées chaque année. Peut-on sérieusement considérer ces conditions comme compatibles avec un enseignement de qualité et la protection de la santé des élèves et des personnels ?

La FSU réaffirme son ambition d'une éducation publique émancipatrice, ambitieuse et égalitaire sur tous les territoires. Cela suppose des moyens humains suffisants, des effectifs réduits, des équipes pluriprofessionnelles reconnues et revalorisées, et un véritable dialogue social respectueux des personnels.

Nous vous remercions de votre attention.